

COMMUNE DE LANNEUFFRET

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Commune de LANNEUFFRET

Mairie

Le Bourg

29800 LANNEUFFRET

Tél. : 02 98 20 84 07

RENFORCEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE PROGRAMME 2017

Date et heure limites de réception des offres

LUNDI 24 AVRIL 2017 A 12 HEURES

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	3
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
4.1 - DOCUMENT A PRODUIRE	4
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	7
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	7
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	7
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
7.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	9
7.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	9

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux de renforcement de la voirie communale programme 2017 à réaliser pour le compte de la Commune de LANNEUFFRET.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les travaux seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix, augmentée du montant de la TVA calculée sur le taux en vigueur lors de la réalisation des prestations.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le marché sera conclu soit avec un prestataire unique, soit avec des prestataires groupés solidaires. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques (C.C.T.P.).

1.5 - Nomenclature communautaire

Sans objet.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes et Options

2.2.1 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

2.2.2 – Options

Sans objet

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 13 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le bordereau des prix (B.P.) contractuel
- Le document financier valant détail quantitatif Estimatif (D.Q.E.) non contractuel (destiné au jugement de l'offre) – cadre de chaque document à compléter sans modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
 - Plan de situation des chantiers
- Le Formulaire de Candidature

Le dossier de consultation est également disponible gratuitement sur le site AMF 29 (Association des Maires du Finistère) à l'adresse électronique suivante : <http://amf29.asso.fr/>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Document à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

- Le Formulaire de Candidature

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 III du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 IV du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Déclaration indiquant les moyens humains et matériels de l'entreprise ;
- Référence sur des travaux similaires.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le bordereau des prix (B.P.) contractuel
- Le document financier valant détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) non contractuel (destiné au jugement de l'offre)

Un mémoire technique comprenant :

- les moyens de l'entreprise en personnel affectés aux présents travaux,
- les moyens de l'entreprise en matériels affectés aux présents travaux,
- Le candidat devra remettre une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de Chantiers (SOSED) ; cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les Centres de Stockage et/ou centre de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Désignation	%
1-Prix	70
2-Valeur technique de l'offre : ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par l'entreprise	30
- Moyens personnel affecté à ce chantier (7)	
- Moyens matériels affectés à ce chantier (7)	
- SOSED (6)	

Note Financière (70 %)

Ce critère sera apprécié au vu des prix proposés dans le bordereau des prix (BP) et le détail quantitatif estimatif (DQE) à compléter par l'entreprise

La note financière sera calculée comme suit sur la base du document financier:

$$\text{Note} = \frac{\text{Offre la plus basse}}{\text{Offre analysée}} \times 70$$

Note valeur technique (30 %)

La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu du mémoire technique demandé à l'article 4.1 ci-dessus.

La note des sous critères sera pondérée par le coefficient de pondération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les candidats sont donc avertis que la phase de négociation n'est qu'éventuelle et que la personne publique attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations suivantes : une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (DC 6), un état annuel des certificats reçus (NOT12) et une ou des attestations d'assurances en cours de validité (responsabilité civile et décennale). Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**RENFORCEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE PROGRAMME 2017
NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Commune de LANNEUFFRET

Mairie

Le Bourg

29800 LANNEUFFRET

Tél. : 02 98 20 84 07

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

6.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <http://amf29.asso.fr/>

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature

utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante :
<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

a - offres ou candidatures dématérialisées

Les offres peuvent être envoyées, en toute confidentialité, par voie électronique en vous connectant directement sur le site <http://amf29.asso.fr/>

Une fois enregistré sur la plate-forme, vous n'aurez plus qu'à vous laisser guider pour remettre votre offre avant la date de réception des offres.

Attention : Les candidats devront choisir entre une offre papier ou une offre par voies électroniques mais ne pourront, en aucun cas, sous peine d'irrecevabilité, transmettre leur offre par les 2 moyens en parallèle.

b-Composition de votre offre :

Votre offre sera également composée d'une enveloppe :

Contenant les renseignements et justifications à produire par le candidat quant à ses qualités et capacités, conformément à l'article 4.1 du présent règlement.

A ce titre, vous pouvez télécharger gratuitement le formulaire de candidature, la déclaration de sous-traitance (DC 4), la déclaration de lutte contre le travail clandestin (DC 6) sur la plate-forme.

Nous vous demanderons alors de nous transmettre un seul fichier électronique (format word, excel, PDF,...) par document transmis

Contenant l'offre conformément à l'article 4 du présent règlement.

Nous vous demandons également de nous transmettre un fichier électronique (format word, excel, PDF, ...) par document constitutif de votre offre (exemple : 1 fichier pour l'acte d'engagement, etc...)

Signature électronique de votre offre :

Pour remplacer la signature du responsable de l'entreprise qui engage sa société et signe son offre, le décret relatif à la dématérialisation demande aux entreprises de signer l'enveloppe contenant les fichiers par un certificat électronique. Le certificat électronique est l'outil qui vous permettra de générer une signature électronique par un logiciel de signature présent sur la plate-forme Internet.

Pour obtenir un certificat, vous devez faire la démarche d'obtention auprès d'un des prestataires « autorité de certification » référencée par le Minefi.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) :

Mairie

Bourg 29800 LANNEUFFRET

Tél : 02 98 20 84 07

Renseignement(s) technique(s) :

Monsieur Joël GRALL

Communauté de Communes

du Pays de Landerneau Daoulas

Maison des Services Publics

29800 LANDERNEAU

joel.grall@ccpld.bzh

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, sept jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation de l'AMF 29 (Association des Maires du Finistère) ; ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

7.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

